

question de confiance : *Raisons de politique qui conduiront au vote, politique en Indochine, « condominium » général Ely—général Colins* [20 décembre 1954] (p. 6617 et suiv.); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; *Rapport n° 9703, Articles additionnels : Impossibilité de discuter ces articles* [23 décembre 1954] (p. 6843); Nouveau projet (n° 9806) (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés); Article unique : *Amendement de M. L. Noël (Contrôle parlementaire proposé pour tout accroissement des forces militaires européennes, « simple alibi » ainsi organisé)* [28 décembre 1954] (p. 6906); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets : *Comptes bloqués pour non-versement des acomptes provisionnels* [3 mars 1955] (p. 1004, 1005); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Allocation viagère pour des agents des collectivités locales; cantonniers de la Lozère)* [8 mars 1955] (p. 1148); *le retire* (ibid). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Cot sur la Sarre* [18 mars 1955] (p. 1656). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Samotion préjudicielle (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* [18 mars 1955] (p. 1679); *le maintient* (p. 1690). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'accord franco-allemand sur la Sarre [23 mars 1955] (p. 1864); en demande la fixation immédiate : *Absence du Ministre des Affaires étrangères, interprétation allemande de la valeur du statut, de l'activité reconnue aux partis, des garanties anglo-américaines; Affaire Roeschling* (p. 1866, 1867); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Déclarations du chancelier Adenauer* [30 mars 1955] (p. 2113, 2114, 2117, 2118); — sur le dépôt des instruments de ratification des accords de Londres et de Paris [3 mai 1955] (p. 2426). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Régions sous-développées, plan d'aménagement du Bas-Languedoc* [12 mai 1955] (p. 2709 à 2711). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord et ses répercussions

sur le plan international [6 octobre 1955] (p. 4803). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Politique de force et politique de négociations* [8 octobre 1955] (p. 4953, 4954). — Dépose une demande d'interpellation sur les résultats de la politique européenne du Gouvernement, notamment en Sarre [25 octobre 1955] (p. 5247). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Situation en Afrique du Nord, retour des disponibles, responsabilité du Gouvernement dans le résultat du referendum sarrois, réaction de M. Pinay après le vote de procédure de l'O.N.U.* [26 octobre 1955] (p. 5298 à 5300); *Contribution de la France à la C.E.C.A., conférence de Genève, réarmement de l'Allemagne* (p. 5303, 5304).

CHARLOT (M. Jean), Député du Var (S.).

Questeur de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre ; de la Commission de la production industrielle [15 janvier 1952] (**F. n° 93**); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); Est nommé membre suppléant de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 9 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier les taux d'abattement actuellement appliqués aux différentes zones de salaire, **n° 3271**. — Le 28 octobre 1955, une proposition de loi tendant à créer un Comité interprofessionnel des vins des Côtes de Provence, **n° 11764**. — Le 24 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les décrets n°s 55-465 et 55-469 du 30 avril 1955 en rétablissant les exonérations fiscales dont bénéficiaient les associations de sport éducatif, de tourisme, d'éducation et de culture populaire, **n° 11959**.

Interventions :

Son rapport : sur les élections du département des Hautes-Alpes [5 juillet 1951] (p. 5872); — sur les élections du département de l'Aveyron

[5 juillet 1951] (p. 5918). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924), [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale ; Art. 4 ; *Son amendement tendant à ne pas publier les procès-verbaux des séances des Commissions* [27 mars 1952] (p. 1538, 1540) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à calculer la patente d'après la durée réelle de l'exploitation pour les commerces saisonniers* [21 décembre 1952] (p. 6911). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82), [13 janvier 1954] (p. 58), [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pincau) : *M. Pinay ; les responsables en Afrique du Nord* [18 février 1955] (p. 814) ; — à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris ; Article unique : *Débloquage de la première tranche de crédits* [13 mai 1955] (p. 2773). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

CHARPENTIER (M. René), Député de la Marne. (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé vice-président de la Commission de l'agriculture [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des finances [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; Est nommé membre suppléant de cette commission [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale : au sein de la Commission des prestations familiales agricoles [22 août 1951] (F. n° 26) ; ainsi qu'au sein du Conseil supérieur des alcools [3 septembre 1951] (F. n° 32). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la

mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (F. n° 46) [3 février 1953] (F. n° 226). — Est élu vice-président de cette sous commission [24 mars 1953] (F. n° 250). — Est nommé : membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 17). — Est nommé membre du comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile [16 mars 1954] (F. n° 364).

NUMELEX

Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à faciliter le développement du progrès technique dans la production du blé, n° 679. — Le 30 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et du métayage, n° 913. — Le 31 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 679) de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le développement du progrès technique dans la production du blé, n° 935. — Le 6 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, n° 1021. — Le 19 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le taux de la taxe de résorption, à rectifier le montant des bonifications et des réfections et à retenir de façon définitive le chiffre de 75 kilos comme poids spécifique du blé, n° 1144. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder un abattement de 5 millions pour le calcul des droits de succession en ligne directe et entre époux, n° 1223. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'établissement de statistiques sur l'état des stocks de produits laitiers, n° 1521. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi tendant à augmenter les distances de plantation dans l'aire de la Champagne viticole, n° 3287. — Le 3 juin 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux salariés de l'agriculture de créer un régime de prévoyance et de retraites complémentaires, n° 3554. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Com-